

PLUS

pour le

QUÉBEC

Attentes
budgétaires **20
22**





TABLE DES MATIÈRES

4 Mot du chef

7 Les priorités du Bloc Québécois

8 Les 5 demandes INCONDITIONNELLES du Bloc Québécois

- 9 1. Les transferts en santé
- 9 2. La situation financière des aînés
- 10 3. Faire face à la hausse du coût de la vie (mesures contre l'inflation)
- 10 4. La Finance verte
- 11 5. Logement autochtone

12 Entreprises, recherche et approvisionnement

- 13 Poursuivre l'aide aux secteurs durement touchés
- 14 Sécuriser les chaînes d'approvisionnement
- 14 Pénurie de semi-conducteurs
- 14 Pénurie de main-d'œuvre et immigration

15 Développement régional, agriculture et agroalimentaire

- 16 La mise en place de fonds régionaux de soutien à l'innovation territoriale
- 16 Télécommunications
- 16 Agriculture et agroalimentaire

17 Aide aux travailleurs, aux familles et aux aînés

- 18 Logement
- 18 Assurance-emploi et prestations spéciales
- 18 Aînés

19 Environnement

- 20 Énergies
- 20 Véhicules zéro émission (VZE)

21 Éthique et équité fiscale

- 22 Transparence et imputabilité
- 22 Phénix
- 22 Paradis fiscaux
- 22 Plan de gestion de la dette à court/moyen terme

23 Culture et Patrimoine

25 Transport et infrastructures

- 26 Infrastructures régionales
- 26 Sécurité et accessibilité du transport ferroviaire

MOT DU CHEF



Le Bloc votera en faveur de ce qui est bon pour le Québec, contre ce qui ne l'est pas, et tentera d'améliorer ce qui peut le devenir.»

Le Québec est confronté à un contexte incertain où se confondent les vagues d'une pandémie qui n'en finit plus et d'une guerre qui peut sembler lointaine, mais que l'appareil média fait toute proche et qui menace sans cesse de prendre une ampleur hors de contrôle. C'est dans ce contexte que s'ajoute, à d'importantes considérations économiques déjà connues — financement du système de santé sans ingérence, traitement navrant réservé à nos aînés, protection d'un modèle agricole encore davantage sous pression, programmes de soutien aux secteurs économiques et aux travailleurs fragilisés par la pandémie... —, une inflation jamais vue depuis plusieurs décennies. Il faut faire face et ce, dans le contexte d'un fédéralisme qui intensifie ses assauts contre les juridictions du Québec : soins dentaires, assurance-médicaments, transferts conditionnels en santé, réduction pérennisée du poids du Québec au sein du Parlement et soutien actif aux adversaires de la paix linguistique et de la laïcité propres au Québec, en sont quelques exemples.

Ainsi, l'un des grands dangers auquel le Québec est confronté est de ne pas prendre acte de cette volonté centralisatrice illustrée par l'étrange entente entre le NPD et le parti libéral, d'ailleurs fort mal camouflée derrière la guerre, la pandémie et l'inflation. Le risque est de se ranger derrière l'argument purement économique pour ne pas faire face avec lucidité à cette volonté qui nuit au Québec. Et qui nuit, justement, à l'économie du Québec. Le financement déficient de la santé impose un fardeau démesuré aux finances publiques du Québec et des provinces canadiennes. Le soulagement, à même notre propre argent, par le fédéral passerait par une renonciation à nos juridictions. Le pouvoir d'achat des aînés est un enjeu terrible dans le contexte d'une inflation cruelle; les ententes de compensation aux agriculteurs qui sont également exposés à une augmentation drastique des coûts et auxquelles les ententes de libre-échange ont arraché des parts de marché; l'utilisation de près de cinq milliards de l'argent des Québécois pour acheter un pipeline dans l'Ouest canadien; le prétexte de la guerre pour augmenter à la fois la production de pétrole, celle du gaz et les subventions qu'Ottawa leur octroie... Les exemples sont nombreux, et s'y ajoutent les enjeux du poids du Québec au Parlement fédéral, de l'affaiblissement par Ottawa du français et sa volonté de financer la lutte à la loi québécoise sur la laïcité de l'État.

La notion d'incertitude, si chère au Premier ministre, a le dos large alors que lui-même tarde à soutenir les gens les plus fragilisés par ces crises et à déployer des moyens sérieux pour l'évacuation, l'accueil et l'intégration de réfugiés ukrainiens. Pourtant, encore cette fois-ci, le Bloc Québécois propose une série de mesures précises pour faire face à ces crises combinées. Le gouvernement en refusera plusieurs qui ne correspondent pas à ses intérêts partisans et en récupérera plusieurs autres qui seront heureusement déployées au service des entreprises et des citoyens québécois et canadiens.





Nos propositions vont de la création de crédits d'impôt remboursables à des PME ciblées, à une augmentation conditionnelle de la fréquence et de l'importance des remboursements de TPS et des allocations familiales, en passant par des investissements nous éloignant de l'économie dopée au pétrole vers une transition énergétique et écologique essentielle. Les finances vertes doivent s'imposer comme une réflexion et un ensemble de pistes d'action pour l'État canadien, tout comme l'occasion ne peut être de nouveau ignorée de venir en aide aux communautés autochtones qui, en 2022, n'ont pas l'eau courante, et au logement social, lequel devient un enjeu économique majeur en période de crise du logement. Enfin, encore et toujours, les arts, la culture, les médias et le tourisme, gravement mis à mal par la pandémie. Les efforts déployés pour empiéter sur les compétences du Québec en matière de langue devraient plutôt être orientés vers une aide ciblée, rapide et efficace à ces secteurs.

Le Bloc Québécois est fidèle à l'approche qui en a fait, depuis 2019, un porteur incontournable des intérêts du Québec qui a tant de fois forcé les partis canadiens à retenir leurs assauts contre nos compétences et même, à faire étalage d'une affection et d'un respect pour le Québec dont on voit chaque jour à quel point ils sont fragiles. Le Bloc votera en faveur de ce qui est bon pour le Québec, contre ce qui ne l'est pas, et tentera d'améliorer ce qui peut le devenir. Pour ce faire, il faut demeurer vigilants : le fédéral a développé un talent inouï pour dissimuler ce qui est mauvais parmi ce qui l'est moins pour tenter de nous forcer la main. Quoi qu'il en soit, nos conditions pour appuyer le prochain budget demeureront : transferts inconditionnels en santé, augmentation importante du pouvoir d'achat des aînés et soutien aux producteurs agricoles assujettis à la gestion de l'offre, mais c'est sans hésitation que le Bloc Québécois ajoute à ses exigences l'initiation immédiate de la transition énergétique et le respect intégral des compétences et juridictions du Québec et des provinces.

Tout en contemplant le projet d'obtenir *tout* pour le Québec au lendemain des crises actuelles, le Bloc Québécois se fait fort de soutirer *plus* pour le Québec.

Yves-François Blanchet
Chef du Bloc Québécois

LES PRIORITÉS DU BLOC QUÉBÉCOIS

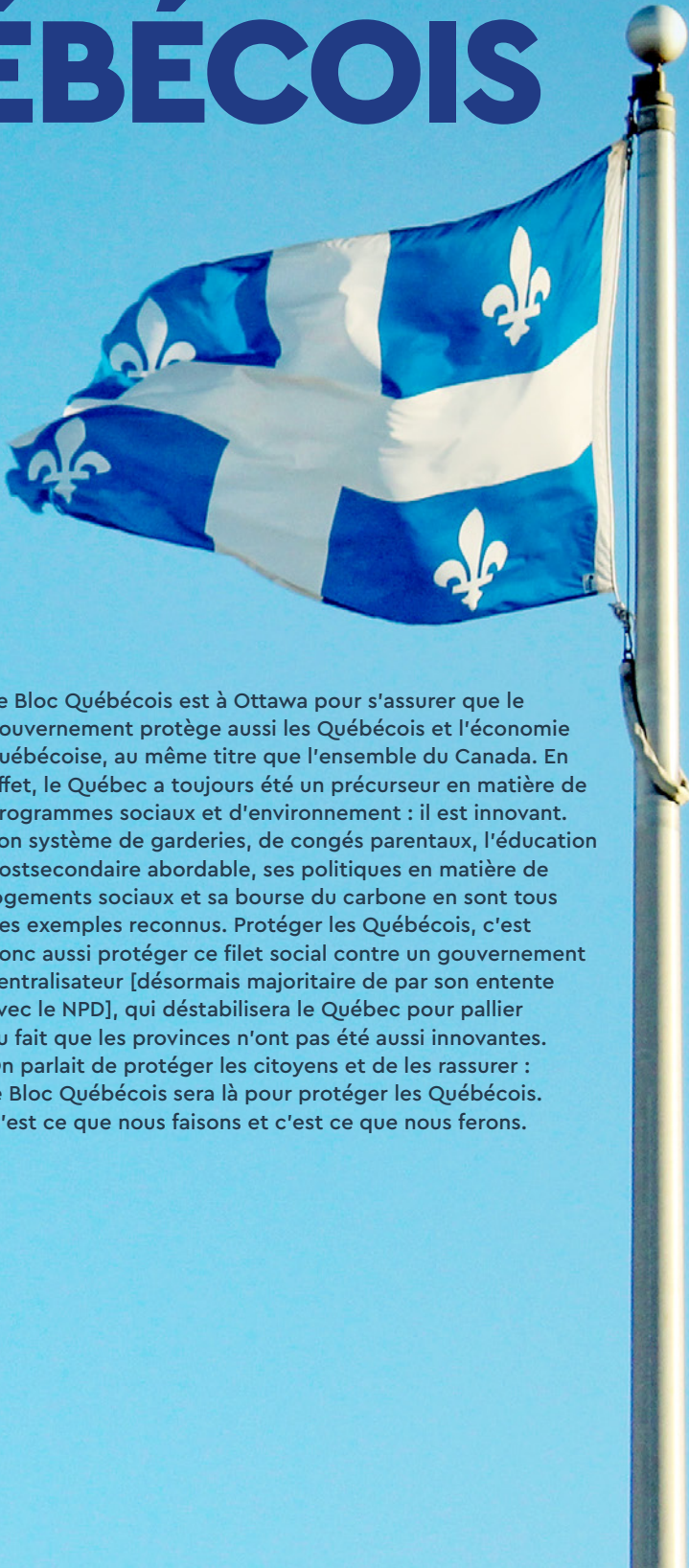
Après plus de deux ans de pandémie, les efforts et la résilience des Québécois et des Canadiens semblent avoir porté leurs fruits : nous pouvons désormais voir la lumière au bout du tunnel. Mais la partie n'est pas gagnée, et le gouvernement se doit d'être prudent afin que des mesures mal adaptées ne mettent davantage en péril la situation financière du Canada.

Le budget fédéral 2022 est déposé dans un contexte très particulier. La planète entière se retrouve en situation d'extrême instabilité : la menace d'une 6e vague, la guerre sauvage qui sévit en Ukraine, les pressions inflationnistes qui ajoutent à la pression déjà forte sur les revenus des ménages, les risques climatiques, etc. L'exercice doit donc répondre aux inquiétudes des Canadiens et des Québécois et s'attaquer aux facteurs d'incertitude qui pourraient déstabiliser davantage leurs vies, nos vies.

Le gouvernement dit lui-même qu'il déposera un budget « prudent » dans lequel il tentera de répondre à l'incertitude par la prudence. Il faut rassurer les gens, les entreprises, les aînés, les artistes, les familles. Cela fait partie d'un plan de relance : redonner confiance en l'économie et protéger son monde.

Or, le Bloc Québécois croit qu'il est possible d'être à la fois prudent, rigoureux et innovant. L'innovation, c'est d'être capable de voir plus loin. De voir que, par exemple, le virage vert et la transition juste peuvent paraître risqués, mais qu'à terme, ils offriront une protection sans précédent à notre économie contre les risques climatiques et leurs conséquences.

La protection n'est pas seulement une affaire militaire : elle est économique et sociale ; et elle passe entre autres par une réduction de notre dépendance envers l'étranger. Sécuriser nos chaînes d'approvisionnement, notamment en investissant dans nos secteurs de pointes ; miser sur le développement de nos ressources naturelles pour produire de l'énergie propre et aider le secteur du pétrole et du gaz à effectuer la transition ; c'est aussi ça, être prudent.



Le Bloc Québécois est à Ottawa pour s'assurer que le gouvernement protège aussi les Québécois et l'économie québécoise, au même titre que l'ensemble du Canada. En effet, le Québec a toujours été un précurseur en matière de programmes sociaux et d'environnement : il est innovant. Son système de garderies, de congés parentaux, l'éducation postsecondaire abordable, ses politiques en matière de logements sociaux et sa bourse du carbone en sont tous des exemples reconnus. Protéger les Québécois, c'est donc aussi protéger ce filet social contre un gouvernement centralisateur [désormais majoritaire de par son entente avec le NPD], qui déstabilisera le Québec pour pallier au fait que les provinces n'ont pas été aussi innovantes. On parlait de protéger les citoyens et de les rassurer : le Bloc Québécois sera là pour protéger les Québécois. C'est ce que nous faisons et c'est ce que nous ferons.

LES 5 DEMANDES INCONDITIONNELLES DU BLOC QUÉBÉCOIS

*INCONDITIONNELLES, oui.
La résolution de ces enjeux n'est même
plus prioritaire, elle est inconditionnelle
à l'appui du Bloc Québécois à ce budget.*

1. LES TRANSFERTS EN SANTÉ

Le Bloc Québécois est fidèle à lui-même, à ses valeurs, fidèle aux Québécois. Nous avons toujours défendu bec et ongles les juridictions du Québec, et ce n'est pas pour rien. Le Québec a les compétences. C'est lui qui gère le réseau de la santé et des services sociaux, c'est lui qui fait le lien avec les organismes sur le terrain, c'est lui qui connaît et comprend les besoins des Québécois.

Par opportunisme, pour sortir en héros de la pandémie, le gouvernement libéral, désormais majoritaire, se peindra en grand sauveur des soins de santé au Canada, avec la complicité du NPD.

Il imposera des normes pour que le Québec puisse obtenir l'argent que le fédéral octroiera aux provinces pour mettre sur pied un système que nous avons déjà. Notre système n'a pas besoin de normes, nous avons entièrement confiance en notre personnel soignant, il a besoin de ressources.

Ce dont le Québec a besoin c'est que le gouvernement fédéral rehausse inconditionnellement le Transfert canadien en matière de santé (TCS), de sorte que la contribution aux coûts des soins de santé passe de 22 % à 35 %, et qu'il soit indexé de 6 % annuellement par la suite.



2. LA SITUATION FINANCIÈRE DES AÎNÉS

Au cours des dernières années, le Bloc Québécois a fait de la sécurité financière des aînés, un cheval de bataille. Lors de l'élection fédérale de 2019, nous avons publié un plan complet pour favoriser l'aide aux aînés plus vulnérables, mais également pour permettre à ceux et celles qui souhaitent continuer à travailler de le faire sans être pénalisés. Or, ce qui est le plus urgent est d'aider nos aînés de 65 ans et plus en situation financière précaire, souvent avec un revenu fixe. Nous ne cesserons pas d'exiger du gouvernement fédéral qu'il traite les aînés avec dignité et cela commence par un revenu décent.

C'est pourquoi le Bloc Québécois réitère sa demande d'augmenter de 110 \$, sur trois ans, la pension de sécurité de la vieillesse (PSV) des aînés, et ce, dès 65 ans.

3. FAIRE FACE À LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE (MESURES CONTRE L'INFLATION)

À l'heure actuelle, le Canada vit son plus haut niveau d'inflation depuis 30 ans. Plusieurs facteurs sont en cause, et certains, comme la guerre en Ukraine, ne sont évidemment pas de notre ressort. Malgré tout, une grande partie de la population voit son pouvoir d'achat diminuer, car leur salaire ne suit pas l'inflation et le prix des produits augmente.

Le Bloc Québécois croit cependant que certaines mesures pourraient encourager, voire soulager les citoyens et les entreprises, notamment :

- Doubler le remboursement de TPS pour les trimestres où l'inflation dépasse la cible de la Banque du Canada (entre 1 % et 3 %), et le verser tous les mois ;
- Majorer, en fonction de l'inflation, le versement mensuel de l'allocation pour enfants ;
- Appuyer de manière ciblée les secteurs (principalement les PME) souffrant de la hausse des prix des intrants, notamment le pétrole.



4. LA FINANCE VERTE

Lorsque le Bloc Québécois parle d'audace et d'innovation, nos propositions relatives à la finance verte en sont un exemple patent : le développement d'une stratégie industrielle verte et cohérente, financée adéquatement, afin de relever les défis postpandémie.

Le Bloc Québécois propose de :

- Mettre fin à l'aide au secteur des énergies fossiles (sauf pour favoriser une transition) ;
- Renforcer la transparence des institutions financières en les obligeant à divulguer leurs risques climatiques ;
- Commencer à réorienter les investissements du secteur financier et l'épargne vers des secteurs plus verts, plus durables et plus porteurs d'avenir ;
- Modifier le mandat de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada pour y inclure des objectifs de développement durable et la sortie graduelle des investissements dans les énergies fossiles.

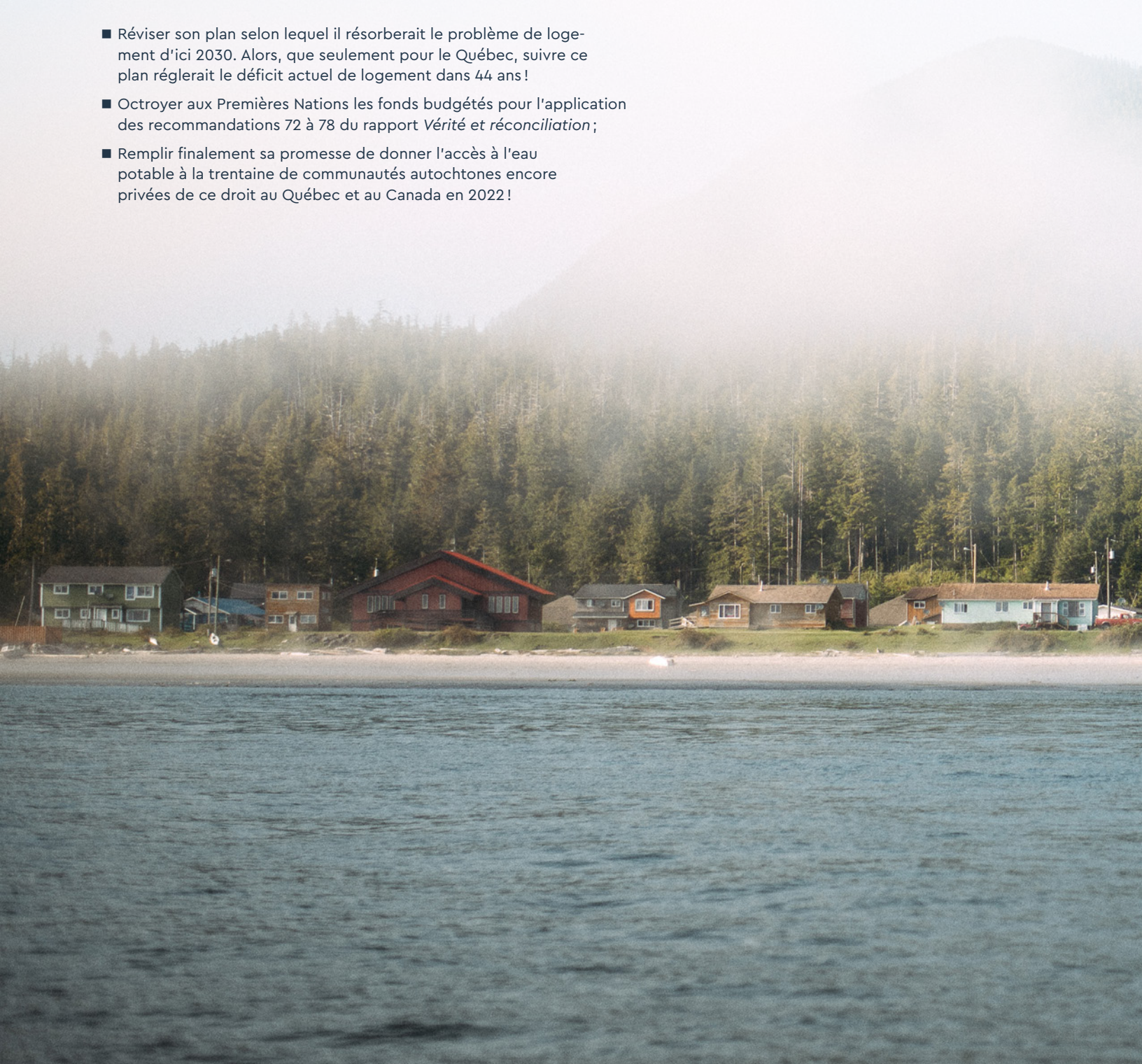


5. LOGEMENT AUTOCHTONE

L'accès à un logement et à l'eau potable sont des besoins de base dont la satisfaction est primordiale avant de prétendre pouvoir mettre en place n'importe quelle politique publique.

Régler cette situation à court terme est illusoire, mais le Bloc Québécois croit que le gouvernement fédéral doit MINIMALEMENT prendre le problème au sérieux et :

- Réviser son plan selon lequel il résorberait le problème de logement d'ici 2030. Alors, que seulement pour le Québec, suivre ce plan réglerait le déficit actuel de logement dans 44 ans!
- Octroyer aux Premières Nations les fonds budgétés pour l'application des recommandations 72 à 78 du rapport *Vérité et réconciliation* ;
- Remplir finalement sa promesse de donner l'accès à l'eau potable à la trentaine de communautés autochtones encore privées de ce droit au Québec et au Canada en 2022!





ENTREPRISES, RECHERCHE ET APPROVISIONNEMENT



POUR SUIVRE L'AIDE AUX SECTEURS DUREMENT TOUCHÉS

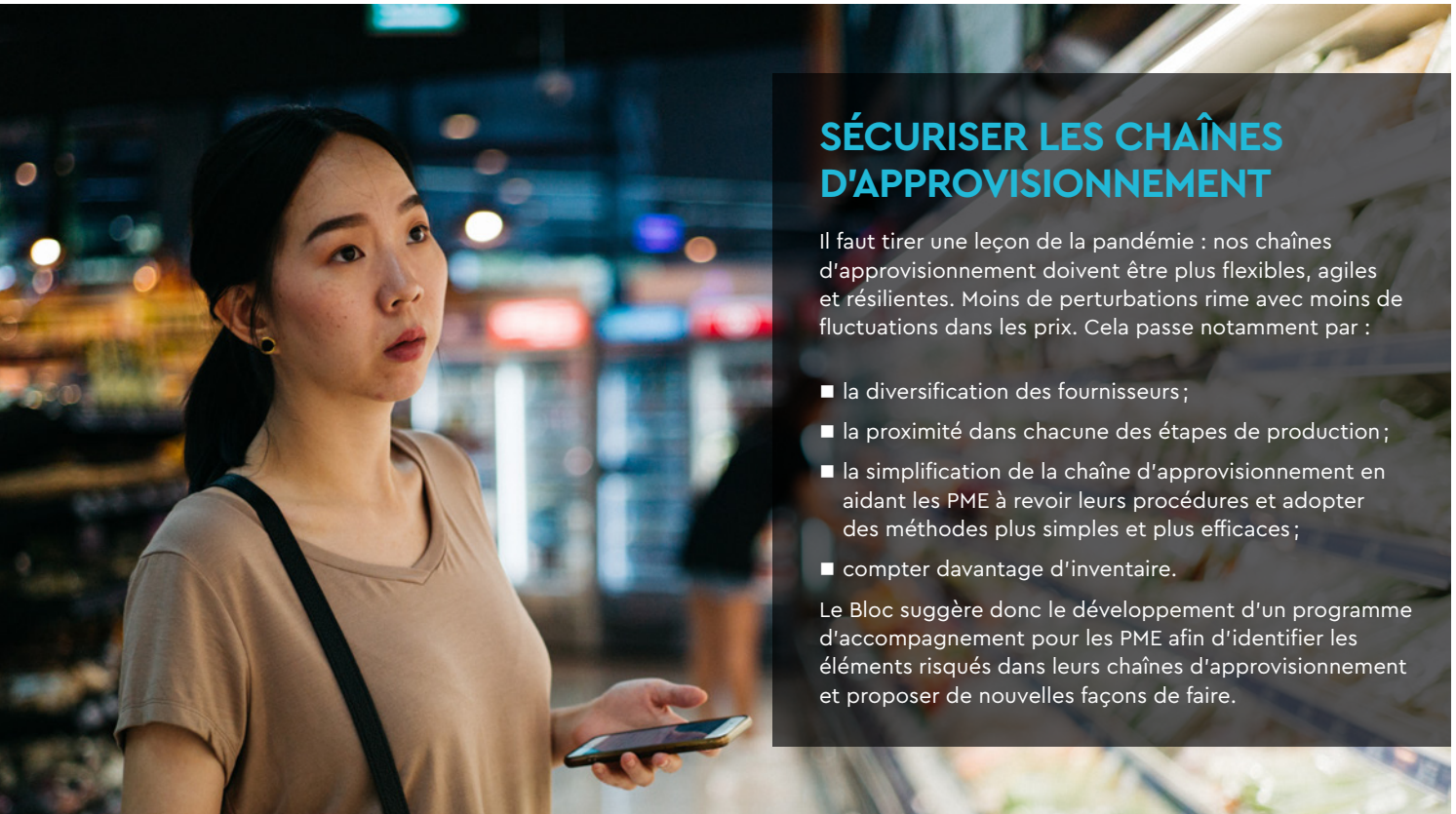
- Pour les entreprises durement touchées, notamment dans le secteur des arts, de la culture, du tourisme et de l'accueil :
 - Reconduire les programmes d'aide jusqu'en septembre 2022, et prévoir un mécanisme rapide en cas de retour de confinement¹.
 - Prolonger la date limite pour le remboursement des prêts, afin que davantage d'entreprises puissent être admissibles à une remise de prêt partielle².
 - Transférer à Québec, aux fins de soutien au marché domestique, sa part des sommes habituellement consacrées à la promotion internationale du tourisme.
- Concrétiser la promesse électorale consistant à réduire le coût global moyen des frais d'interchange pour les commerçants.

INVESTIR EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (R&D)

- Accélérer la reprise, la croissance et la compétitivité des entreprises (surtout les PME, les start-ups et les entreprises vertes).
- Augmenter l'offre de capital pour appuyer les entreprises au stade de croissance, après le démarrage et avant qu'elles n'intéressent les fonds de capital de risque.
- Instaurer un crédit d'impôt à la modernisation de la production permettant d'adopter des technologies existantes afin d'améliorer significativement la productivité des entreprises, en complément du crédit d'impôt à la recherche scientifique et développement expérimental (RS & DE).
- Développer un plan de match pour le secteur manufacturier qui favoriserait les investissements en fabrication avancée, le rehaussement de la valeur ajoutée et de l'intensité technologique des produits, ainsi que dans les actifs intangibles, afin de relever le défi de l'arrivée du numérique dans l'économie manufacturière.
- Développer nos secteurs de pointe.
 - Aérospatial et défense :
 - Une feuille de route technologique pour la durabilité de l'aérospatiale, la mobilité aérienne et l'espace.
 - Une stratégie industrielle de défense en révisant prioritairement sa politique d'approvisionnement qui est terriblement lente, inflexible et inefficace.
 - Une stratégie de mobilité aérienne évoluée
 - Une politique et un plan pour l'espace
 - Un programme de main-d'œuvre et de perfectionnement des compétences dans le secteur de l'aérospatiale
 - Pharmaceutique et médical :
 - Soutien à la production locale des manufacturiers
 - Soutien à l'augmentation des stocks de médicaments essentiels
 - Crédits d'impôt et/ou subventions pour la modernisation ou l'expansion des établissements de fabrication au Québec, etc.)

¹ Le Fonds d'aide pour le tourisme est en place jusqu'au 31 mars 2023.

² Certains groupes parlent de 12 mois supplémentaires (31 décembre 2024) pour avoir une extension de 6 mois. La demande offre une flexibilité.



SÉCURISER LES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Il faut tirer une leçon de la pandémie : nos chaînes d'approvisionnement doivent être plus flexibles, agiles et résilientes. Moins de perturbations rime avec moins de fluctuations dans les prix. Cela passe notamment par :

- la diversification des fournisseurs ;
- la proximité dans chacune des étapes de production ;
- la simplification de la chaîne d'approvisionnement en aidant les PME à revoir leurs procédures et adopter des méthodes plus simples et plus efficaces ;
- compter davantage d'inventaire.

Le Bloc suggère donc le développement d'un programme d'accompagnement pour les PME afin d'identifier les éléments risqués dans leurs chaînes d'approvisionnement et proposer de nouvelles façons de faire.

PÉNURIE DE SEMI-CONDUCTEURS

La pandémie de COVID-19 a non seulement causé des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, mais aussi la rareté de certains intrants nécessaires à la fabrication de différents biens. La pénurie de microprocesseurs à base de semi-conducteurs a un impact direct sur une industrie spécifiquement québécoise, celle des véhicules spécialisés comme les ambulances et les autobus.

L'inaction du gouvernement dans ce dossier est désolante, sachant que des entreprises se voient forcées de ralentir leur production et donc de diminuer les heures de travail de leurs employés.

La fabrication de semi-conducteurs et de microprocesseurs est très complexe et requiert des investissements importants. Bien qu'à court terme, on ne peut s'attendre à produire ces composantes en sol canadien et québécois, le gouvernement devrait, à tout le moins, permettre à l'industrie des véhicules spécialisés de bénéficier de la subvention salariale. C-2 a été adopté avec l'appui du Bloc Québécois, mais sous promesse de venir en aide à ce secteur.

Il faut un plan afin de réagir aux différents problèmes d'approvisionnement, notamment pour ce qui est des semi-conducteurs, mais aussi des engrais par exemple.

PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE ET IMMIGRATION

- Dans le but d'accélérer les traitements des dossiers de travailleurs étrangers temporaires, en transférer l'administration des demandes au gouvernement du Québec.
- Accélérer le traitement des demandes d'immigration et l'émission des permis de travail afin que les demandes provenant des candidats sélectionnés par le Québec soient traitées aussi rapidement que celles provenant des autres provinces.
- Le gouvernement doit également favoriser la rétention et l'embauche des travailleurs, notamment par l'octroi de :
 - Crédit d'impôt aux travailleurs qui s'installent en région éloignée
 - Crédit d'impôt pour les travailleurs âgés.
 - Et en effectuant une révision de la conversion obligatoire des RÉER en FERR à partir de 71 ans, incluant des retraits obligatoires annuels, dans le but de favoriser la présence sur le marché du travail des travailleurs expérimentés.

An aerial photograph of a coastal town, likely in the Azores, featuring a prominent, large, rectangular cliff face in the background. The town below is built on a hillside with various houses and buildings. The entire image is overlaid with a semi-transparent teal color.

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE



LA MISE EN PLACE DE FONDS RÉGIONAUX DE SOUTIEN À L'INNOVATION TERRITORIALE

- Le développement et de diversification économiques orientés vers la 2^e et 3^e transformation innovante au Québec de nos richesses naturelles, notamment pour les batteries de véhicules électriques, l'aluminium, la foresterie ainsi que dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire.
- Examiner l'utilisation potentielle d'un crédit d'impôt pour le développement rural, notamment sur la Côte-Nord au Québec.
- Débloquer un fonds de 50 M\$ pour soutenir les victimes de la pyrrhotite.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

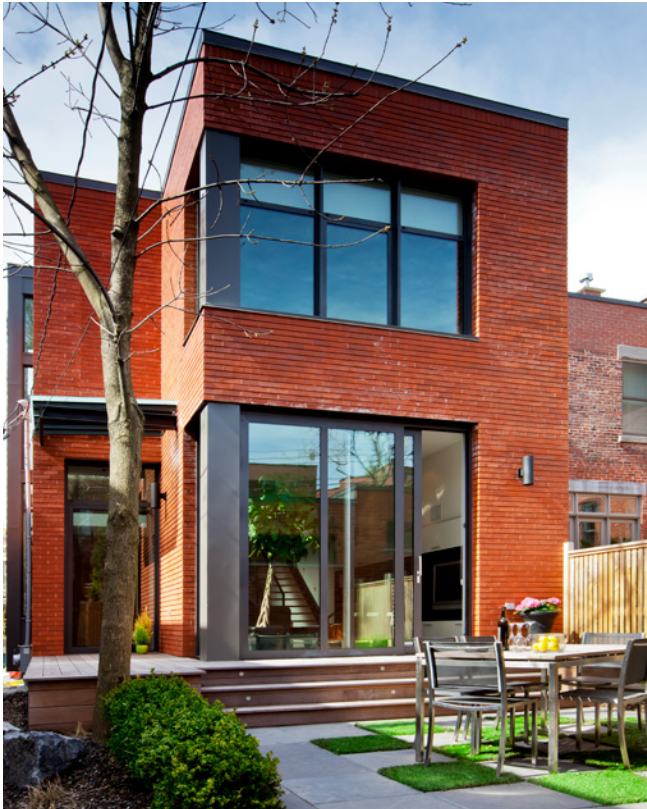
- Mettre en place un programme spécifique pour les régions rurales permettant de simplifier la construction de tours de télécommunications pour les secteurs non-couverts actuellement.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

- Accélérer le traitement des compensations déjà convenues pour les secteurs sous gestion de l'offre et verser au courant de la présente année, tel qu'Ottawa s'y est engagé, les compensations reliées à l'ACEUM.
- Encourager financièrement l'innovation et les pratiques vertes des producteurs agricoles et de l'industrie agroalimentaire (Agri-Vert), et renouveler le financement de l'évaluation de la norme biologique.
- Respecter l'esprit du projet de loi C-208 de mener des consultations si tel que promis, des modifications sont faites afin de faciliter les transferts intergénérationnels.
- Créer une fiducie par force de loi, semblable à la loi américaine sur les denrées agricoles périssables (Perishable Agricultural Commodities Act), pour soutenir les liquidités requises et assurer une protection financière aux vendeurs de fruits et légumes.

AIDE AUX TRAVAILLEURS, AUX FAMILLES ET AUX AÎNÉS





LOGEMENT

- Investir 3 G\$ pancanadiens par année pour financer le développement de nouveaux logements sociaux, tout en veillant à ce que le Québec reçoive sa part;
- Hausser significativement les sommes accordées pour la rénovation, l'amélioration et la modernisation des logements sociaux qu'Ottawa avait contribué à réaliser.
- Réaménager et adapter les différents programmes découlant de la Stratégie nationale sur le logement afin de créer un fonds d'acquisition qui permettrait aux coopératives et aux OSBL d'acquérir des immeubles de logements abordables dans le marché privé et préserver leur abordabilité en les destinant à une vocation de logements sociaux et communautaires
- Élargir les possibilités d'utilisation d'un RÉER, comme il est possible de le faire pour le régime d'accession à la propriété (RAP), notamment en cas de perte d'emploi, de maladie grave, ou pour effectuer des rénovations urgentes ou écoénergétiques.
- Mettre en place un crédit d'impôt pour la construction et l'adaptation de logements inter/multigénérationnels afin que les aînés puissent rester avec leurs proches.
- Pour lutter contre l'impact de l'inflation sur les familles et soutenir notre filet social, offrir, comme durant la pandémie, une aide supplémentaire aux banques alimentaires.

ASSURANCE-EMPLOI ET PRESTATIONS SPÉCIALES

- Appuyer la modernisation de l'assurance-emploi sur un dialogue social continu avec les principaux acteurs du marché du travail.
- Prolonger la période de prestation d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les proches aidants devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche.
- Prolonger jusqu'à 50 semaines les prestations pour maladies graves.
- Modifier le crédit pour aidants naturels afin que cette mesure fiscale devienne un crédit d'impôt remboursable.



AÎNÉS

- Augmenter le seuil de revenu ne diminuant pas les prestations du Supplément de revenu garanti (SRG).
- Prolonger à trois mois la durée des sommes versées par le biais de la Sécurité de la vieillesse à un individu décédé au profit du conjoint survivant.
- Réviser la méthode d'indexation du programme de la Sécurité de la vieillesse afin de prendre en compte la croissance des salaires au Canada.
- Instaurer un régime d'assurance des fonds de pension pour les régimes de retraite sous juridiction fédérale.
- Faire des caisses de retraite, des créancières prioritaires en cas de faillite d'une entreprise.

ENVIRONNEMENT

A photograph of a wind farm with several wind turbines on a grassy hill under a cloudy sky, overlaid with a semi-transparent blue filter. The word "ENVIRONNEMENT" is written in large, white, bold, sans-serif capital letters across the center of the image.

ÉNERGIES

- Éliminer toutes les formes de subventions aux combustibles fossiles, incluant les subventions camouflées, afin de respecter l'engagement du Canada envers le G20 et le G7 à cet effet.
- Adopter un plan de réduction des émissions robuste, qui inclut un financement spécifique pour soutenir les communautés et les travailleurs dans la transition énergétique.
 - Abandonner le projet Transmountain.
 - Compensation au gouvernement du Québec pour Muskrat Falls.

VÉHICULES ZÉRO ÉMISSION (VZE)

- Soutenir le développement de la chaîne d'approvisionnement en VZE.
- Que le gouvernement mette de l'avant une politique audacieuse de chaîne d'approvisionnement en véhicules électriques pour l'électrification des transports pour les particuliers, les entreprises, le gouvernement et les sociétés d'État fédérales.
- Négocier avec le gouvernement des États-Unis des exemptions dans le «Buy American Act» et les dispositions «Buy America» pour les produits et services québécois qui favorisent la transition écologique.



A hand is shown stacking several coins on a light-colored surface. The background is a solid teal color. The text 'ÉTHIQUE ET ÉQUITÉ FISCALE' is overlaid in white, bold, sans-serif font.

ÉTHIQUE ET ÉQUITÉ FISCALE

La protection du public passe aussi par des pratiques éthiques rigoureuses et surtout, une confiance accrue de la population dans ses institutions. Les nombreux scandales qui ont malheureusement éclaboussé le Parti libéral depuis 2019, ont affecté cette confiance. Ainsi, le gouvernement a le devoir d'agir pour renverser la situation.

TRANSPARENCE ET IMPUTABILITÉ

- Revue de la loi et du mandat pour : le commissaire à la vie privée; le commissaire à l'éthique, et le bureau de la concurrence.
- Hausse des budgets du DPB et BVG.
- La création d'un nouveau Commissaire à l'intégrité de l'État, qui pourra notamment enquêter sur les dénonciations d'actes répréhensibles, le gaspillage et la fraude, tout en protégeant les dénonciateurs des représailles.

PHÉNIX

- Revoir la décision de l'ARC d'imposer les dédommagements aux fonctionnaires lors du fiasco Phénix.



PARADIS FISCAUX

- Le gouvernement doit mettre fin à la possibilité, pour les entreprises, de rapatrier des dividendes en franchise d'impôt à partir de paradis fiscaux. Il doit doter l'Agence du Revenu du Canada (ARC), des ressources nécessaires et mettre fin à l'exode de l'expertise. Il faut rendre illégal ce qui est immoral.
- Revoir les traitements fiscaux préférentiels pour les contribuables canadiens, notamment les fiducies de placement immobilier.
- Éliminer l'impôt sur les gains en capital pour les dons d'actions de sociétés privées ou de biens immobiliers à des organismes de bienfaisance.

PLAN DE GESTION DE LA DETTE À COURT/MOYEN TERME

- Le gouvernement doit présenter, le plus rapidement possible, un plan de retour à l'équilibre budgétaire comprenant plusieurs scénarios en fonction des conditions économiques observées
 - Maintenir un ratio dette brute/PIB sur la trajectoire présentée dans la mise à jour économique et budgétaire de 2021 et, dans le cas où la croissance économique et/ou les efforts budgétaires le permettraient, revoir ces cibles à la baisse.
 - Fournir sur une base régulière l'état des finances publiques et offrir une plus grande transparence dans le cycle budgétaire et les comptes publics, comme le recommande le directeur parlementaire du budget.



A woman with long blonde hair is captured in a graceful dance pose. She is wearing a dark-colored, sleeveless crop top and a long, flowing white skirt. Her right arm is extended upwards, and her head is tilted back, looking towards the sky. The background is a solid, vibrant teal color. The overall image has a soft, ethereal quality.

CULTURE ET PATRIMOINE



- Le Bloc Québécois appuie les revendications des médias écrits et exige que le gouvernement mette en place un système inspiré de celui en vigueur en Australie, auquel s'ajouterait la perception de redevance sur le chiffre d'affaires des GAFAM.
 - Ce modèle hybride offrirait donc, d'un côté, une obligation pour les GAFAM de négocier avec les médias d'information des ententes commerciales et le recours à l'arbitrage en cas d'impasse dans les négociations et d'autre part, une redevance destinée à un fonds de soutien pour la couverture journalistique régionale et les entreprises de plus petite envergure.

- En effet, les échos nous parvenant d'Australie laissent croire qu'un unique système de négociation est de nature à désavantager les plus petits joueurs et les indépendants.
- Le Bloc Québécois demande une révision à la hausse du budget de Téléfilm Canada et du Fonds des médias du Canada.
- Nous demandons que le gouvernement maintienne, puis indexe, le budget du Conseil des arts à un niveau de 300 millions de dollars, incluant une aide à la promotion internationale.
- Le Bloc vise aussi une croissance continue et des investissements dans la distribution au Canada de la culture à travers le Fonds du Canada pour la présentation des arts (FCPA) et le Fonds de développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine (DCBAP) afin de s'assurer que tous puissent faire l'expérience de nos accomplissements artistiques remarquables. Ces fonds devront être indexés à l'avenir.
- Rendre permanents les investissements faits en 2019-2020 et en 2020-2021, prolongés par l'Énoncé économique de l'automne 2020 pour 2021-2022, et à nouveau reconduits pour 2022-2023 et 2023-2024 dans le dernier budget touchant le Fonds du Canada pour la présentation des arts, ainsi que le programme de développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.
- Prévoir un mécanisme d'indexation des programmes pour les cinq prochaines années qui tiendra compte de l'inflation et du nombre grandissant de festivals et d'événements à soutenir.



TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES



INFRASTRUCTURES RÉGIONALES

- Revoir le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires dans une optique d'amélioration de la qualité des aéroports régionaux, d'expansion du service aérien dans les régions et de développement économique, notamment pour les petits aéroports.
- S'assurer que les infrastructures, dont le gouvernement du Canada demeure propriétaire dans certaines régions, soient rénovées et entretenues.

SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU TRANSPORT FERROVIAIRE

- Augmenter le nombre d'inspecteurs et d'inspections, et rehausser considérablement les amendes liées aux infractions afin de s'assurer que les règles soient respectées.
- Terminer la voie de contournement de Lac-Mégantic.
- Financer le projet de train à grande à fréquence en s'assurant que le service demeure public et qu'il desserve les villes de centre à centre.
- Créer un programme de financement des immobilisations accessibles pour les chemins de fer d'intérêt local, comme le Chemin de fer de la Gaspésie.

**Nous sommes le Bloc.
Nous sommes Québécois.**

